

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Week-end "de terrain" pour Ali Bongo Ondimba

UNE activité que le chef de l'Etat a débutée hier, et qui devrait se poursuivre ce samedi.



Photo: DR

Le chef de l'Etat s'est également rendu à l'école d'Ondogo hier.

O. N.
Libreville/Gabon

D'AUCUNS l'avaient prédit, eu égard à la tonalité du discours qu'il a prononcé le 16 août dernier à l'occasion du 62ème anniversaire de l'accession du Gabon à l'indépendance. L'histoire finira par leur donner raison. Les descentes sur le terrain devraient être le plus souvent inscrites à l'agenda du président Ali Bongo Ondimba, dans le cadre de sa détermination à suivre l'évolution des chantiers initiés depuis longtemps et dont certains traînent le pas. C'est dans cet esprit qu'il a

décidé de mettre à profit ce week-end pour s'enquérir de la situation sur plusieurs chantiers et pas les moindres, au regard de l'importance des secteurs concernés par ces projets. Cette fois, il a été question de l'éducation et de la route. C'est ainsi qu'hier déjà, le président de la République s'est rendu sur plusieurs sites abritant de nouveaux établissements. Notamment à Ondogo et à Bizango, respectivement dans les communes de Libreville et de Ntoum. On sait que dans l'ensemble ce sont au total 10 nouvelles structures qui ont été construites ici et là pour renforcer les capacités d'accueil des établissements publics dans

le Grand Libreville. Le chef de l'Etat avait d'ailleurs parlé de 20 000 places supplémentaires dont 10 000 devraient être disponibles dès cette rentrée scolaire... Dans ce même élan, le président Ali Bongo Ondimba est annoncé dans un tout autre secteur aujourd'hui : celui de la route. Et par rapport à cela, il devrait visiter plusieurs chantiers y relatifs. A noter qu'hier le chef de l'Etat était accompagné de la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, et de plusieurs autres membres du gouvernement (nous y reviendrons en profondeur dans notre édition de lundi.

BDEAC: Dieudonné Evou Mekou exprime sa gratitude au chef de l'Etat

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Journée très chargée hier pour le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Outre sa visite des nouvelles salles de classe construites dans le Grand Libreville (lire ci-contre), le chef de l'Etat a reçu, dans la journée au palais du Bord de mer, Dieudonné Evou Mekou, nouvellement porté à la tête de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC). Occasion pour le président de la BDEAC d'exprimer sa gratitude au chef de l'Etat. Lequel a joué auprès de ses pairs de la sous-région, un rôle non négligeable ayant abouti à la nomination de Dieudonné Evou Mekou à la présidence de ladite institution financière. Au cours de cette audience, les deux personnalités ont évoqué les questions économiques, de développement et les perspectives de collaboration entre l'institution financière sous-régionale et le

Gabon. Par ailleurs, le patron de la BDEAC a rappelé à son interlocuteur l'exemplarité de la coopération bilatérale entre son institution et le pays dans lequel il séjourne actuellement. En atteste, la levée de ressources sur le marché international faite par son institution. Objectif: financer les États de la sous-région. Non sans inviter les plus hautes autorités gabonaises à présenter des projets de développement porteurs pour lesquels la BDEAC accordera, bien évidemment, une attention particulière. Pour sa part, le numéro un gabonais n'a pas caché sa volonté de booster davantage la relation entre son pays et la BDEAC. Cette rencontre s'étant achevée sur une note de satisfaction partagée. Bon à savoir, la coopération entre la BDEAC et le Gabon est observable dans le financement de projets de développement dans notre pays, dont la construction du nouveau terminal de l'Aéroport de Libreville, pour ne citer que cet exemple.



Photo: DR

Le chef de l'Etat s'entretenant avec le président de la BDEAC.

Entre nous soit dit

Mairie de Libreville: à qui la faute?

Teddy OSSEY*

ET nous voilà reparti dans ce soap opera qui, si la situation n'était pas aussi grave, on y verrait un vaudeville, car il y a là de l'ubuesque et du croquignolesque. Seulement, il est ici question d'une antienne inconvenante tout autant que pathétique quand elle n'est simplement pas désolante. L'administration de la cité capitale en l'espace de moins d'un mandat nous a malheureusement habitués à des faits inédits. L'Hôtel de Ville de Libreville aura connu une incroyable et déconcertante valse de maires à la tête de cette commune pourtant censée être la vitrine et le modèle qui devrait inspirer toutes les autres municipalités du pays. Hélas, nous devons à la vérité de dire que nous sommes loin du compte et même très loin. Il ne serait pas saugrenu et encore moins exagéré de penser que le présent mandat est frappé du sceau de la malédiction.

Le premier à accéder à ces prestigieuses fonctions en moins de deux s'est retrouvé embastillé. Nous ne voulons pas épiloguer sur ce fait, car l'affaire est toujours pendante devant les juridictions. Son successeur à qui l'on attribuait mérites et qualités connaîtra un règne aussi éphémère que l'éclat lumineux d'une luciole. On verra surgir de manière quelque peu éruptive l'actuelle édile de la cité capitale. Et c'est reparti pour un tour. Les mêmes récriminations et revendications rejaillissent avec plus de véhémence, de virulence et d'impétuosité. Les différents syndicats sont à l'unisson. La moisson ne se fera pas attendre, une grève illimitée est déclenchée. La situation est si singulière que l'Autorité de vérification s'extirpera de son confort du palais du Bord de mer afin de venir ausculter et évaluer l'étendue des indécidables qui fondent l'ire et le radicalisme des partenaires sociaux. Du jamais vu jusqu'à ce jour.

À l'analyse de cette situation et autrefois ici même, nous disions qu'il n'y avait point d'imprécation. Il est plus qu'urgent de mettre un terme à ce ping-pong dépassé qui se joue entre les communautés prétendument autochtones des bords du Komo. Cette enclave abusivement exclusive est porteuse des germes qui éclosent aujourd'hui. Ces stigmates scarifient notre vivre-ensemble tout autant qu'ils sont antinomiques à l'unité nationale. Alors essayons un paradigme plus inclusif. Parce que simplement Gabonais, tout citoyen peut devenir président de la République mais dans le même temps, il ne le sera jamais assez pour prétendre diriger la mairie de Libreville. Alors, cherchez l'erreur. Au nom de la Nation, permettons-nous toutes les audaces heureuses. Bassé!

* Chroniqueur